

PERSPECTIVE

Le Québec et l'Ontario, une force économique

GAGNANT DU TITRE DU MEILLEUR PRÉVISIONNISTE - CANADA



De façon générale, on a tendance à comparer, voire opposer, le Québec et l'Ontario. On les voit rarement comme une entité économique, un regroupement et, pourquoi pas, une force de frappe! Ensemble, ces deux provinces ont un produit intérieur brut (PIB) réel supérieur à 1 000 G\$ et elles comptent pour les trois quarts des emplois manufacturiers au Canada. Elles représentent une force incontournable lorsqu'il est question de la vie économique du pays. Au-delà de leurs échanges commerciaux réciproques, elles sont au cœur du commerce international du Canada. À ce titre, elles sont au premier rang dans la bataille qui s'est engagée autour des échanges commerciaux avec le reste du continent. Portrait d'un tandem peu, ou mal, connu.

La force du nombre

Au chapitre de la démographie, le Québec et l'Ontario comptaient environ 22,6 millions de personnes (respectivement 8,4 et 14,2 millions) au 1^{er} juillet 2017, selon les estimations de Statistique Canada. C'est donc dire qu'on y retrouvait 61,5 % de la population au pays. Cette part a déjà été plus élevée si l'on jette un regard loin dans l'histoire. En 1851, elle était évaluée à 75,6 % de la population du Canada¹. En 1901, ce chiffre s'établissait à 71,3 % et en 1976, il était de 63,1 %.

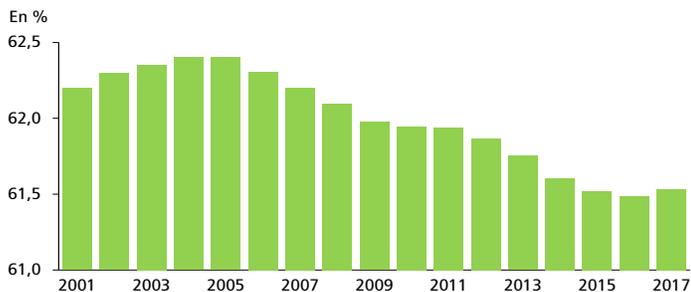
Si l'on ne considère que le 21^e siècle, on note que le sommet a été atteint en 2004 et en 2005, alors que les deux provinces représentaient 62,4 % des Canadiens (graphique 1). À compter

de 2006, on a constaté une baisse de l'importance relative du Québec et de l'Ontario. Elle s'explique partiellement par le boom pétrolier et une forte croissance de la population en Alberta et en Saskatchewan (deuxième province productrice au Canada). En parallèle, on a également observé une progression plus rapide de la population en Colombie-Britannique attribuable, entre autres, à l'immigration asiatique. Pour la période s'étendant de 2006 à 2017, la hausse démographique s'est chiffrée à 11,3 % au Québec et en Ontario (combiné), à 25,3 % en Alberta, à 17,3 % en Saskatchewan et à 13,6 % en Colombie-Britannique. Bon an, mal an, le Québec et l'Ontario représentent tout de même un peu plus de 60 % de la population canadienne.

Comment se situent le Québec et l'Ontario en matière démographique face au reste du monde? Le tableau 1 permet d'établir quelques points de comparaison. Les données disponibles sont celles de 2016. La zone Québec-Ontario était estimée à 22,3 millions de personnes cette année-là.

GRAPHIQUE 1
Le Québec et l'Ontario ont repris un peu d'importance dans la population canadienne en 2017

Part dans le total canadien



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

¹ Terre-Neuve, les provinces de l'Ouest et le Yukon étaient exclus du calcul, *Statistiques historiques du Canada*, Statistique Canada, 1983, deuxième édition.

TABLEAU 1
Population, comparaison internationale

ENTITÉ / PAYS	POPULATION EN 2016	
	EN NOMBRE DE PERSONNES	
Québec (8 321 888) et Ontario (13 976 312)	22 298 200	
Australie	24 127 160	
Danemark, Norvège et Suède (pays scandinaves)	20 867 170	
Chili	17 909 750	
Pays-Bas	17 018 410	

Sources : Banque mondiale et Statistique Canada

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Joëlle Noreau, économiste principale

Desjardins, Études économiques : 418-835-2450 ou 1 866-835-8444, poste 5562450 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2018, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

Elle comptait un peu moins d'habitants que l'Australie (24,1), mais davantage que les pays scandinaves réunis (20,9), le Chili (17,9) ou que les Pays-Bas (17,0).

Qu'en est-il avec les États-Unis? Lorsque l'on met en parallèle la zone Québec-Ontario avec les États, pour l'année 2017, on constate qu'elle se trouvait derrière la Californie (39,5) et le Texas (28,3) (tableau 2). Par contre, elle était plus peuplée que les États de la Floride (21,0) et de New York (19,8).

TABLEAU 2
Population, comparaison avec les États-Unis

ENTITÉ / PAYS	POPULATION EN 2017 EN NOMBRE DE PERSONNES
Québec (8 394 034) et Ontario (14 193 384)	22 587 418
Californie	39 536 653
Texas	28 304 596
Floride	20 984 400
New York	19 849 399
Région des Plaines (Iowa, Kansas, Minnesota, Missouri, Nebraska, Dakota du Nord et Dakota du Sud)	21 294 107
Nouvelle-Angleterre (Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island et Vermont)	14 810 001
Région des Montagnes (Colorado, Idaho, Montana, Utah et Wyoming)	12 055 738

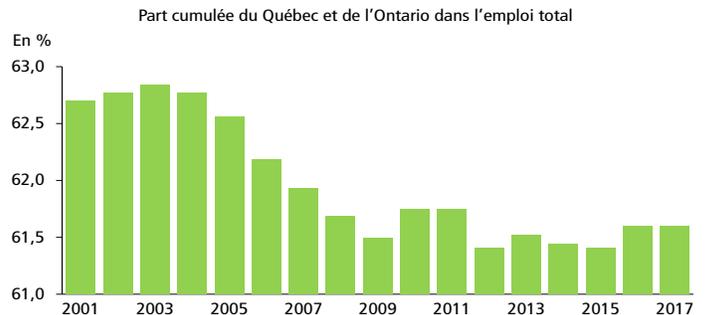
Sources : U.S. Census Bureau et Statistique Canada

De même, on constate qu'une fois réunies, les deux provinces sont plus peuplées que trois des huit grandes régions américaines. C'est le cas, notamment, de la région des Plaines (Iowa, Kansas, Minnesota, Missouri, Nebraska, Dakota du Nord et Dakota du Sud) qui comptait 21,3 millions de personnes en 2016. On recensait plus de personnes au Québec et en Ontario que dans la région de la Nouvelle-Angleterre (Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island et Vermont) avec 14,8 millions d'habitants et presque le double de celle des Montagnes (Colorado, Idaho, Montana, Utah et Wyoming) qui s'élevait à 12,1 millions.

L'emploi, un paramètre important

En 2017, alors que la part du Québec et de l'Ontario dans la population canadienne était de 61,5 %, elle était de 61,6 % des emplois au Canada (11,4 millions d'emplois) (graphique 2). Ce pourcentage est le même qu'en 2016, année où l'on a observé un léger relèvement de cette part. Le découpage selon le secteur d'activité révèle certaines concentrations : ainsi, en 2017, 73,1 % des emplois manufacturiers canadiens étaient répartis dans les

GRAPHIQUE 2
Près de 62 % de l'emploi au Canada est concentré au Québec et en Ontario



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

deux provinces (1,3 million d'emplois). Les services de la finance, de l'assurance et de l'immobilier y étaient plus présents qu'ailleurs au pays (67,8 % des emplois au Canada avec 0,8 million de travailleurs). Les services professionnels, scientifiques et techniques étaient plus abondants, toutes proportions gardées, avec une part de 66,1 % des emplois de ce type au pays : on en dénombrait presque 1 million. Ce sont-là des secteurs avec des rémunérations supérieures à la moyenne des emplois, ce qui est non négligeable.

Une comparaison peut être établie sur le nombre d'emplois dans les grandes régions américaines pour 2016. Ainsi, cette année-là, le Québec et l'Ontario totalisaient 11,1 millions d'emplois (respectivement 4,1 et 7,0), ce qui était inférieur à la région des Plaines qui en comptait 13,9 (tableau 3). On peut penser que le taux d'emploi était supérieur dans cette grande région qui compte moins d'habitants que le Québec et l'Ontario. Par contre, les deux provinces dénombraient plus d'emplois qu'en Nouvelle-Angleterre (9,8) et que dans la région des Montagnes (7,6). Ce parallèle permet de constater qu'il y a tout de même une grande force de travail concentrée au Québec et en Ontario.

TABLEAU 3
Emploi, comparaison avec les États-Unis

ENTITÉ / GRANDE RÉGION	EMPLOI EN 2016 EN NOMBRE
Québec (4 133 100) et Ontario (6 999 600)	11 132 700
Région des Plaines (Iowa, Kansas, Minnesota, Missouri, Nebraska, Dakota du Nord et Dakota du Sud)	13 924 355
Nouvelle-Angleterre (Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island et Vermont)	9 795 354
Région des Montagnes (Colorado, Idaho, Montana, Utah et Wyoming)	7 622 064

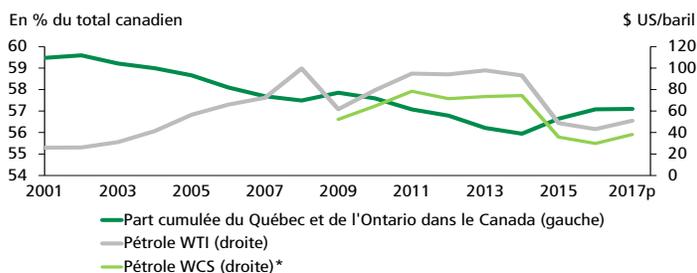
Sources : U.S. Census Bureau, Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada

L'importance dans le PIB, une place disputée par les autres provinces

Les données provinciales les plus complètes couvrent l'année 2016 et révèlent que le PIB conjugué du Québec et de l'Ontario s'est élevé à un peu plus de 1 000 G\$ (respectivement 343,3 G\$ et 685,0 G\$). Cela représentait 57,1 % du PIB canadien cette année-là. Depuis le début du siècle, la part du Québec et de l'Ontario a oscillé entre 55,9 % et 59,6 %, à la faveur d'une conjoncture qui leur était plus ou moins favorable.

Le graphique 3 permet d'observer une diminution progressive de la place du Québec et de l'Ontario au fur et à mesure où les prix du pétrole se sont appréciés. Ceci laisse supposer que les provinces productrices ont augmenté leur apport à la performance de l'économie canadienne, au détriment du Québec et de l'Ontario. Inversement, la chute des prix de l'énergie fossile en 2014 marque le début de la remontée du poids du Québec et de l'Ontario dans le total du Canada. Cette zone économique compte tout de même pour plus de la moitié du PIB du pays.

GRAPHIQUE 3
PIB du Québec et de l'Ontario : on observe une remontée depuis que les prix de l'énergie se sont effondrés



p : prévisions de Desjardins; WTI : West Texas Intermediate; WCS : Western Canadian Select;
 * 2009 est la première année complète pour les données.
 Sources : Datastream, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Comment évaluer la part de ces deux provinces en prenant en compte le relèvement des prix du pétrole en 2017 et les perspectives à la hausse pour 2018? Dans la mesure où il ne faut pas s'attendre à une croissance fulgurante des cours du brut dans les prochaines années, qui serait susceptible de propulser l'exploitation pétrolière dans l'ouest du pays, le Québec et l'Ontario peuvent s'attendre à maintenir leur importance dans le PIB autour de 57 % d'ici 2020. En contrepartie, il ne faudrait pas que les relations commerciales avec les États-Unis se détériorent, ce qui amènerait une révision à la baisse de l'importance des deux provinces dans le PIB canadien.

Un poids non négligeable des mises en chantier

Le Québec et l'Ontario représentaient 57,1 % des mises en chantier en 2017 au Canada (respectivement 21,1 % et 36,0 %), en légère baisse par rapport à 2016 (57,5 %). Depuis le début du millénaire, leur part a oscillé entre 51,1 % (en 2007) et 63,4 % (en 2000). Qu'est-ce qui explique cette fluctuation? On devine que l'activité dans l'ouest du pays est en cause. Ainsi, le creux

de 2007 correspond à une période de très grande effervescence en Alberta (exploitation des sables bitumineux) et en Colombie-Britannique (commerce intensif avec l'Asie, notamment la Chine) où ces deux provinces ont accaparé respectivement 21,2 % et 17,2 % des mises en chantier canadiennes. Quelques années auparavant, elles occupaient des parts plus modestes.

Un deuxième creux a été atteint en 2014, alors que les prix de l'énergie frôlaient des sommets avant de s'effondrer en deuxième moitié d'année. L'Alberta avait alors un marché de l'habitation trépidant, laissant moins de place pour le Québec et l'Ontario. Pourquoi alors ces deux provinces n'ont-elles pas, depuis ce temps, repris entièrement le terrain perdu pour rejoindre les 60 % des mises en chantier au Canada qui prévalaient avant l'embrasement des prix du pétrole? Parce que la Colombie-Britannique a connu une forte croissance économique, supérieure à celle du Québec, de l'Ontario et de la moyenne canadienne de 2014 à 2017. Son marché de l'habitation est extrêmement serré, voire fébrile, depuis des décennies. Cela s'explique notamment par la bonne santé de l'économie, mais également par un accroissement démographique soutenu qui a propulsé les prix dans le secteur résidentiel et la construction neuve. En conséquence, la part du Québec et de l'Ontario se trouve contenue en deçà de 60 % de la construction neuve alors que leur part de la population au Canada est légèrement supérieure à cette marque.

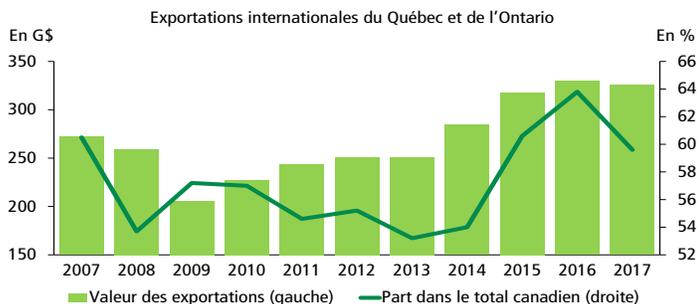
Là où le Québec et l'Ontario dominent

S'il est un secteur où les deux provinces se surpassent et représentent une force, c'est dans la fabrication. Ainsi, en 2016, elles représentaient 72,0 % des ventes des fabricants canadiens. Pour l'année 2017, les estimations se situent à 70,6 % (respectivement 155,5 G\$ et 302,5 G\$). On devine que les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, concentrés respectivement en Ontario et au Québec, pèsent lourd dans la balance canadienne.

Au chapitre des exportations, leur poids a fluctué au cours des dix dernières années. Ainsi, en 2016, la valeur des exportations internationales québécoises et ontariennes s'est chiffrée à environ 330 G\$ et elles comptaient pour presque 64,0 % des exportations canadiennes (respectivement 80,4 G\$ et 249,5 G\$) (graphique 4 à la page 4). De façon générale, l'Ontario exporte pratiquement trois fois plus que le Québec à l'international. Pour 2017, on a observé une légère baisse à 325,7 G\$ et le pourcentage se situe à 59,6 %. Ce résultat repose sur une légère diminution de la valeur des exportations de l'Ontario (industrie automobile, notamment). En parallèle, on a assisté à une hausse de 26,4 % l'an dernier en Alberta et 12,5 % en Colombie-Britannique, ce qui atténue le poids du Québec et de l'Ontario dans l'ensemble canadien.

La part du Québec et de l'Ontario s'est tenue sous la barre de 60 % de 2008 à 2014, alors que les prix de l'énergie étaient relativement élevés et qu'ils gonflaient les expéditions des

GRAPHIQUE 4
La part des exportations internationales du Québec et de l'Ontario dans le total canadien a fluctué depuis 10 ans

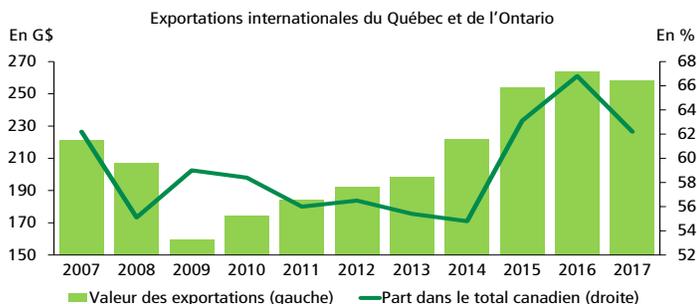


p : prévisions de Desjardins
 Sources : Statistique Canada, U.S. Census Bureau et Desjardins, Études économiques

provinces qui extrayaient des hydrocarbures, faisant reculer d'autant la part des provinces non exportatrices de pétrole et de gaz. Par ailleurs, au début de la récession de 2008-2009, le secteur automobile a passablement écopé, ce qui a considérablement ralenti les échanges commerciaux entre l'Ontario et les États-Unis.

En ce qui a trait au commerce avec l'oncle Sam, la part du Québec et de l'Ontario est légèrement supérieure à celle des échanges internationaux (graphique 5). En 2016, celle-ci s'établissait à 66,8 %. En 2017, elle était de 62,2 % (respectivement 14,5 % et 47,7 %). Le relèvement des prix de l'énergie a permis à l'Alberta de reconquérir une partie du terrain perdu ces dernières années.

GRAPHIQUE 5
Les exportations du Québec et de l'Ontario vers les États-Unis ont diminué en 2017



p : prévisions de Desjardins
 Sources : Statistique Canada, U.S. Census Bureau et Desjardins, Études économiques

Dans le contexte de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), on devine que la zone économique du Québec et de l'Ontario est directement concernée. Des deux provinces, l'Ontario est plus exposé en raison de sa grande intégration économique avec les États-Unis et son imbrication dans les chaînes de production nord-américaines. Par ailleurs, environ 82 % des exportations internationales de l'Ontario sont destinées aux États-Unis, alors que ce pourcentage est

d'environ 71 % au Québec. Cependant, on devine que le Québec compte des secteurs où il est plus vulnérable. On peut évoquer l'aluminium ou, encore, le secteur agricole qui sont dans la mire des Américains depuis fort longtemps. C'est sans compter les batailles déjà engagées dans le bois d'œuvre et le papier qui font la manchette actuellement.

Toutefois, la vulnérabilité du Québec et de l'Ontario est moins grande actuellement qu'elle ne l'aurait été au début des années 2000, alors que le secteur manufacturier accaparait une part plus importante de leur économie respective. À cette époque, son importance avoisinait 20 %, alors qu'elle s'établit actuellement à environ 14 % au Québec et à 12 % en Ontario.

Québec-Ontario : une fréquentation de longue date

Il y a longtemps que le tandem Québec-Ontario tente de faciliter les échanges et la fluidité des relations économiques et culturelles entre les deux provinces. À titre d'exemple, on peut mentionner l'Entente d'interconnexion entre Hydro-Québec et Ontario Hydro qui remonte à la fin des années 1970. On peut évoquer également l'Entente de coopération concernant la culture et les gouvernements de l'Ontario et du Québec (2006).

Ces dernières années, les liens économiques se sont resserrés. Un jalon important a été la signature de l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario (ACCQO) entré en vigueur en 2009. Celui-ci compte deux grands volets : la coopération économique, réglementaire et énergétique et la libéralisation du commerce. Bien des aspects sont couverts : ils vont de la mobilité de la main-d'œuvre à l'environnement et au développement durable en passant par les marchés publics, pour ne nommer que ceux-là. À cet effet, une mise à jour sur les marchés publics est entrée en vigueur en janvier 2016.

On peut dire que le Québec et l'Ontario se connaissent de longue date. L'analyse qui précède démontre que les deux provinces sont au cœur de l'activité économique du pays. Ensemble, elles représentent une force incontournable lorsqu'il est question de la vie économique au Canada. À l'heure actuelle, elles sont au premier rang dans la bataille qui s'est engagée autour des échanges commerciaux avec le reste du continent. Comment tireront-elles, individuellement et collectivement, leur épingle du jeu dans ce combat qui s'annonce très ardu? Est-ce que ces circonstances permettront de redéfinir les liens qui les unissent? Est-ce que ce sera l'occasion de redécouvrir un marché intérieur sous-estimé?

Joëlle Noreau, économiste principale